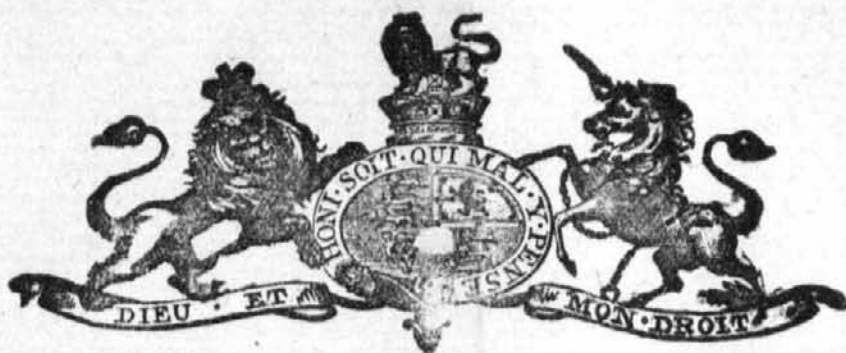




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 MAI 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1957

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 17 mai 1909, de nommer M. Ovil Robitaille, conseiller de la municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté d'Ottawa, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal. 2267

Avis du Gouvernement

La compagnie "Corona Cobalt Silver Mining Company, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Bernhard Kortosh, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 13 mai 1909.

2233

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd MAY, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1958

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 17th of May, 1909, to appoint Mr. Ovil Robitaille, councillor of the municipality of the village de la Pointe-à-Gatineau, county of Ottawa, in virtue of the provisions of article 329 of the municipal code. 2268

Government Notice

The "Corona Cobalt Silver Mining Company, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Bernhard Kortosh, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 13th May, 1909.

2234

La compagnie "The Seaman-Kent Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James D. Lowery, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 13 mai 1909.

2231

No 3919-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester, les biens fonds du 4e rang du canton de Buckland, ayant au cadastre officiel les numéros 21a, 21b, 21c, 22, 23a, 24d et partie des biens-fonds ayant les numéros 24a, 24b et 24c, appartenant à M. Jules Fradet, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Damien, dans le comté de Bellechasse.

2285

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13e jour de mai 1909, constituant en corporation MM. George K. Van, du canton de Whitton, propriétaire de moulin, Malcolm B. MacAulay, du village de Scotstown gentilhomme, Cyrille Fortier, de la ville de Megantic, commerçant, Joseph A. Courville, secrétaire, de la ville de Mégantic, Jacob Nicol, de la cité de Sherbrooke, avocat, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands de bois et de bois de charpente, propriétaires de moulins à scie et moulins à raboter ;

Acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer le bois et bois de charpente de toute sorte, et en faire le commerce ;

Manufacturer, acheter, vendre toute sorte de meubles et lits de fer, sommiers élastiques et en faire le commerce, et en général manufacturer et vendre tous les articles dans la manufacture desquels les bois de charpente, bois, fer, cuivre et autres métaux sont employés ;

Manufacturer, acheter, vendre toute sorte d'instruments aratoires, traîneaux et voitures et en faire le commerce ;

Mettre une fonderie en opération et en général faire le commerce de toute sorte de métaux ;

Faire les affaires de manufacture ou autrement en rapport aux fins et objets ci-dessus mentionnés, et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être faites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie, ensemble avec faïsses, machines, fonds de commerce, clientèle et actif en général ; prendre en tout ou en partie les obligations de telles affaires, et de les payer en tout ou en partie en bons, débiteures ou stock payé et non cotisable de la compagnie, et de les vendre, louer ou aucune partie d'eux ou en disposer autrement ;

Faire les affaires de bois dans toutes ses branches, acheter et vendre du bois et des limites à bois et de faire les affaires de manufacturier et commerçant de

"The Seaman-Kent Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James D. Lowery, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 13th May, 1909.

2232

No 3919-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Malachie, in the county of Dorchester, the lots of the 4th range of the township of Buckland, bearing on the official cadastre the numbers 21a, 21b, 21c, 22, 23a, 24d, and part of the lots bearing the numbers 24a, 24b and 24c, belonging to Mr. Jules Fradet, and to annex such territory to the school municipality of Saint Damien, in the county of Bellechasse.

2286

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 13th day of May, 1909, incorporating Messrs. George K. Van, of the township of Whitton, mill owner, Malcolm B. MacAuley, of the village of Scotstown, gentleman, Cyrille Fortier, of the town of Megantic, trader, Joseph A. Courville, secretary, of the town of Megantic, Jacob Nicol, of the city of Sherbrooke, advocate, for the following purposes :

To carry on business as lumber and timber merchants, saw mill and planing mill proprietors ;

To buy, sell, grow, prepare for market, manipulate, export, import and deal in wood and timber of all kinds ;

To manufacture, purchase, sell, trade and deal in all kinds of furniture, iron bedstead, spring mattresses and generally to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber, wood, iron, brass or other metals are used ;

To manufacture, purchase, sell, trade and deal in all kinds of farm implements, sleighs and carriages ;

To carry on and operate a foundry and generally to deal in all kinds of metals ;

To carry on business whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company ;

To purchase or otherwise, acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company together with buildings, machinery, stock-in-trade, good will and assets generally ; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock, of the company, and to sell, lease and otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To carry on the business of lumbering in all its branches, to buy and sell timber, and timber limits and to carry on the business of manufacturer and

billots, madriers, bois de charpente, bois et tous les articles dans la manufacture desquels le bois est employé et toute sorte de produits naturels et produits indirects d'iceux ;

Manufacturer, acheter, vendre toute sorte de matériaux, machines, instruments, outils, appareils, provisions et choses requises par la compagnie et ses serviteurs ou employés ou capables d'être employés en rapport avec ses opérations et en faire le commerce ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies ayant les mêmes objets que ceux ci-dessus énumérés ;

Acheter ou acquérir toute affaire ou affaires de même nature que celle qui doivent être faites par cette compagnie et de payer pour icelles en stock de cette compagnie ;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débetures ou garanties de toute corporation faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie ;

Emprunter et prélever de l'argent en la manière que la charte jugera à propos, hypothéquer ou garantir les meubles ou immeubles de la compagnie ou tous deux ;

Faire toute convention avec les corporations municipales et recevoir des bonus, exemption de taxes ou autre aide de telles municipalités ;

Payer tous les frais ayant rapport à la procuration de la charte d'incorporation ou dans ou pour la formation de la compagnie, ou de faire toutes autres choses ayant rapport ou avantages à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Megantic Manufacturer Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2235

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi 3 Edouard VII, chapitre 45, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du cinq mai 1909, incorporant sous le nom de "Association des pêcheurs pour l'exploitation de la bécette à Rimouski", MM. J. A. Marmen, Romuald D'Anjou, George St-Laurent, Pierre Lavoie, A. P. St-Laurent, Herménégilde Lepage, Laurent Lepage, J. C. Têtu, Francis Poulin, Louis Lavoie, Philémon Ruess, Charles Gasse, Achille Rehel, Arthur Roy, Amable St-Laurent, Joseph St-Laurent, Alfred Dubé, Arthur St-Laurent, Jean St-Laurent, Valmor St-Laurent, Hilaire Lagassé, Ubalde Lavoie, Achille Lavoie, Oscar Lavoie, Pantaléon Morisset, Rosario Rehel, J. A. Talbot, Arthur Doucet et Théophile Roy, tous pêcheurs, de Rimouski.

Le siège principal des affaires est dans la ville de Rimouski.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 6 mai 1909.

2139-2

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi 3 Edouard VII, chapitre 45, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province, en date du cinq mai 1909, incorporant sous le nom de "Association des pêcheurs pour l'exploitation de la Bécette à Petit Bonaventure," MM. Jos. B. Bujold, Jos. Bujold, Xavier Baquette, Jos. Belange, Lazare Poirier, Art. Desbien, Charles Bujold, Jos. Belisle, Jean Louis Caillouette, Jean Louis Cavanach, Jean Louis Caillouette, fils, François Bujold, Sandy Bujold, Napoléon Bujold, Lazare Arsenault, Jos. Caissie, fils, John Gallagher, Bonaventure Arsenault, R. N. Leblanc, V. Caissie, Jos. Caissie, père, Léon Arsenault, Jean Louis

deal in logs, lumber, timber, wood and all articles and to the manufacture of which wood enters and all kinds of natural products and bye-products thereof ;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of plants, machinery, implements, tools, apparatus, provisions, and things required by the company and its servants or employees or capable of being used in connection with its operation ;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those herein enumerated ;

To purchase or acquire any business or businesses of a similar nature to that to be carried on by this company and to pay for the same in stock of this company ;

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of shares, stock, debentures, of securities of or in any corporation carrying on business with objects similar to those of the company ;

To borrow and raise money in such manner as the company shall think fit, hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company or both ;

To make or enter into any agreement with municipal corporation and to receive bonuses, exemption of taxes or other help from such municipalities ;

To pay all cost, incidental towards procuring the charter of incorporation or in or about the formation of the company, or to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of The Megantic Manufacturer Company, Limited, with a total capital stock of forty nine thousand and five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the town of Megantic.

Dated from the office of the provincial secretary, the thirteenth day of May, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2236

Notice is hereby given that, under the act 3 Edward VII, chapter 45, letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, dated the fifth of May, 1909, incorporating under the name of "Association des Pêcheurs pour l'exploitation de la bécette, à Rimouski," Messrs. J. A. Marmen, Romuald D'Anjou, George St-Laurent, Pierre Lavoie, A. P. St-Laurent, Herménégilde Lepage, Laurent Lepage, J. C. Têtu, Francis Poulin, Louis Lavoie, Philémon Ruess, Charles Gasse, Achille Rehel, Arthur Roy, Amable St-Laurent, Joseph St-Laurent, Alfred Dubé, Arthur St-Laurent, Jean St-Laurent, Valmor St-Laurent, Hilaire Lagassé, Ubalde Lavoie, Achille Lavoie, Oscar Lavoie, Pantaléon Morisset, Rosario Rehel, J. A. Talbot, Arthur Doucet and Theophile Roy, all fishermen, of Rimouski.

The principal place of business is in the town of Rimouski.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 6th May, 1909.

2140

Notice is hereby given that, under the act 3 Edward VII, chapter 45, letters patent have been issued under the great seal of the province, dated the fifth of May, 1909, incorporating under the name of "Association des pêcheurs pour l'exploitation de la Bécette à Petit Bonaventure," Messrs. Jos. B. Bujold, Jos. Bujold, Xavier Baquette, Jos. Belange, Lazare Poirier, Art. Desbien, Charles Bujold, Jos. Belisle, Jean Louis Caillouette, Jean Louis Cavanach, Jean Louis Caillouette, junior, François Bujold, Sandy Bujold, Napoléon Bujold, Lazare Arsenault, Jos. Caissie, junior, John Gallagher, Bonaventure Arsenault, R. N. Leblanc, V. Caissie, Jos. Caissie, senior, Leon Arsenault, Jean

Cavanach-Sinon, Alexis Bourque, Théophile Arsenault, Osias Poirier et Eloi Arsenault, tous pêcheurs, de Petit Bonaventure.

Le siège principal des affaires est à Petit Bonaventure.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 6 mai 1909.

2141-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1909, constituant en corporation MM. William Aaron Kingsland, surintendant de chemin de fer, George Henderson, employé de chemin de fer, Louis G. Scott, commis, de la cité de Québec, Albert Dion, commis, de Lévis, et Charles Fleurie Ross, commis, de la Jeune Lorette, dans les buts suivants :

Faire les affaires de buanderie et aussi les nettoyage et teinture secs et humides, sous le nom de "The Quebec Hand Laundry Company, incorporated", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2175-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour de mai 1909, constituant en corporation l'honorable Joseph Philippe B. Casgrain, sénateur, MM. William Thomas Heney, manufacturier, Oscar John Miller, marchand, James Tipping, marchand, et Gaspard Archambault, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles ;

Faire les affaires de compagnie de terre, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquitter, établir, cultiver, louer, garantir, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles et terres, cultivés ou non et tout intérêt ou droit sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et pour cette fin payer et placer le capital sur achat, arpentage, acquittement, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et établissement des dites terres suivant qu'il sera nécessaire pour les fins de la dite compagnie, dans et sur les dites terres, faire, construire, ériger, bâtir et maintenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, factories et manufactures et autres bâtisses et travaux nécessaires ou propres à l'occupation ou amélioration d'aucune des dites terres et mettre en opération et faire tous travaux ou améliorations sur icelles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur aucune partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et tracer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, avec l'approbation des actionnaires, pour aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et à augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de

Louis Cavanach-Sinon, Alexis Bourque, Théophile Arsenault, Osias Poirier et Eloi Arsenault, all fishermen, of Petit Bonaventure.

The principal place of business is at Petit Bonaventure.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 6th May, 1909.

2142

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1909, incorporating Messrs. Aaron Kingsland, railway superintendent, George Henderson, railway employee, Louis G. Scott, clerk, of the city of Quebec, Albert Dion, clerk, of Lévis, and Charles Fleurie Ross, clerk, of Indian Lorette, for the following purpose

To carry on the business of a laundry and also of wet and dry cleaning and dyeing, under the name of "The Quebec Hand Laundry Company, Incorporated", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this eleventh day of May, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2176

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 8th day of May, 1909, incorporating Honorable Joseph Philippe B. Casgrain, senator, Messrs. William Thomas Heney, manufacturer, Oscar John Miller, merchant, James Tipping, merchant, and Gaspard Archambault, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

Real estate dealings ;

To carry on the business of a land company with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, mortgaging, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated or not, and any interest or right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing, improving, developing and preparing for occupation and settlement such lands as may be necessary for the purposes of the said company, and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories and manufactures and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon ;

To construct dwelling houses and other buildings, upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with, such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any party of the company's real estate for building purposes or other improvements, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure the payment of the purchase

toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie des acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Ouvrir, chercher, exploiter et travailler dans ou sur les dites terres, et miner pour aucun ou tous minéraux, minéraux et substances métalliques et produits qui peuvent se trouver sur icelles, et acquérir, posséder, développer, vendre, louer des carrières et terrains miniers, mines, y compris mines de charbon et licences de mines, puits d'huile et autres produits qui peuvent être trouvés dans les carrières et terrains miniers et de faire toutes choses nécessaires pour mettre en opérations les dites mines ou travaux y ayant rapport ;

Faire comme patrons ainsi que comme agents ou facteurs les affaires en général de carrière et d'entreprise, et faire le commerce et entreprendre pour la manufacture et fourniture de pierre de toute sorte, pierre à chaux ou produit de même nature ;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal, et posséder telle propriété, meubles et immeubles qui peuvent être jugés nécessaires et requis pour les fins des affaires de la compagnie et de les payer en argent, actions non cotisables, obligations ou autres garanties de la compagnie et disposer des dites propriétés ;

Eriger, construire, mettre en opération et conduire toutes factories, broyeur de pierres, ateliers pour machines, bâtisses pour engins et autres constructions nécessaires, et employer la dynamite et autres explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débiteures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Emettre, transporter et donner comme actions payées du capital action de la compagnie par le présent incorporée, en paiement de toutes affaires, franchises, en reprise, propriété, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actif et autre propriété ou droits que la compagnie peut acquérir légalement en vertu d'iceux ;

Vendre toute partie des immeubles ou autre propriété de la compagnie pour telles considérations et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, débiteures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Le bureau des directeurs peut négocier les produits nets des ventes de terres ou intérêts sur les terres, déduction faite des dépenses courantes, comme capital et peut, de temps à autre, payer de nouveau le capital aux actionnaires *pari passu*, pourvu qu'aucun capital ne sera payé aux actionnaires à moins que toutes les obligations de la compagnie ne soient payées, sous le nom de "The Montreal Royal Land Company Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mai 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2161.2

No 643-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant

price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To open, search for, win and work in or under the said lands, and mine for any or all ores, minerals and metallic substances and products as may be found therein, and to acquire, own, develop, sell, lease quarries and mineral lands, mines, including coal mines and mines licenses, oil wells and other products to be found in quarries and mineral lands and to do such acts as may be necessary to carry on such mines or works connected therewith ;

To carry on as principals as well as agents or factors, a general quarry and contracting business, and to deal in and contract for the manufacture and supplying of stone in all forms, line stone or products of a like nature ;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title, and to hold such property, moveable and immovable, as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's business and to pay for the same in cash, non-assessable shares, bonds or other securities of the company, and to dispose of the said properties ;

To erect, construct, operate and manage all factories, stone crushers, machine shops, engine house, and other necessary structures, and to use dynamite and other explosives needed for the operations of the company ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares stocks, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to benefit this company ;

To issue, hand over and allot as paid up stocks shares of the capital stock of the company hereby incorporated, in payment of any business franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, real estate, stock, assets and other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having objects similar to those of this company in payment or part payment therefor ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

The board of directors may treat the net proceeds of sales of land or interests in lands, after deducting current expenses, as capital and may from time to time, repay the capital to the shareholders *pari passu*, provided that no capital shall be paid to the shareholders, unless all liabilities of the company be first paid, under the name of "The Montreal Royal Land Company Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00) divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighth day of May, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2162

No. 643-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice

donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Chenier, dans le comté d'Arthabaska, les lots du 10e rang du canton de Tingwick, ayant les numéros 1047 et suivants jusqu'à 1055 inclusivement, et les lots du 11e rang de ce canton ayant les numéros 1157, 1159, 1164, 1165, 1166 et 1170 et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond.

2159-2

No 1007-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste de Forsyth, dans le comté de Beauce, les lots ayant les Nos 1 et suivants jusqu'à 20 inclusivement des 1er, 2e et 3e rangs du canton de Dorset, dans le dit comté, et les lots 1 et suivants jusqu'à 28 inclusivement des 4e, 5e, 6e, 7e et 8e rangs du dit canton, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Martin-de-Jersey, dans le même comté.

2157-2

No 956-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de "Sacré-Cœur de Jésus", dans le comté de Beauce, la moitié sud-est du lot ayant au cadastre officiel le No 28, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Victor de Tring, dans le même comté.

2155-2

Québec, 23 avril 1809.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Errol Lindsay, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Roberval, en le comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Charles Lindsay, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite ville de Roberval, comté et district susdits; conformément aux dispositions du code municipal.

1915.5

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 19 avril 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jean-Baptiste Beauregard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Beauré, comté de Montmorency, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Augustin Nicolas Vézina, en son vivant notaire public, pratiquant au même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

1811 5

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 4 mai 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Philippe Lamarche, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Valmore L. marche, en son vivant notaire public, rési-

that application has been made to him, to detach from the school municipality of Chenier, in the county of Arthabaska, the lots of the 10th range of the township of Tingwick, bearing the numbers 1047 and following to 1055 inclusively and the lots of the 11th range of the said township bearing the numbers 1157, 1159, 1164, 1165, 1166 and 1170, and to annex such territory to the school municipality of Shipton, in the county of Richmond.

2160

No. 1007-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Evariste de Forsyth, in the county of Beauce, the lots bearing the Nos 1 and following to 20 inclusively of the 1st, 2nd and 3rd ranges of Dorset township, in the said county, and the lots 1 and following to 28 inclusively of the 4th, 5th, 6th, 7th and 8th ranges of said township, and to annex such territory to the school municipality of Saint Martin de Jersey, in the same county.

2158

No. 956-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF
THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of "Sacré-Cœur de Jésus", in the county of Beauce, the south east half of the lot bearing on the official cadastre the No. 28, and to annex such territory to the school municipality of Saint Victor de Tring, in the same county.

2156

Québec, 23rd April, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Errol Lindsay, esquire, notary public, practising and residing in the town of Roberval, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, asking for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Charles Lindsay, in his lifetime notary public, practising in the said town of Roberval, county and district aforesaid; in accordance with the provisions of the municipal code.

1916

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 19th April, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jean Baptiste Beauregard, esquire, notary public, practising and residing at Beauré, county of Montmorency, district of Quebec, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Augustin Nicolas Vézina, in his lifetime notary public, practising at the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1812

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 4th May, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Philippe Lamarche, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Valmore Lamarche, in his lifetime notary public, residing and practising

ant et pratiquant dans la dite cité de Montréal, district susdit, conformément aux dispositions de code du notariat.

2047.3 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau

in the city of Montreal, district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

2048 L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in

des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1959

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition

the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

C. L. C.

1960

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition

tion ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer es taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et es culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quod il est présenté un bill pour confirmer es lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en es clauses spécial et de rigueur, que es dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1961

Greffier de l'Assemblée Législative.

this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1962

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

AVIS.

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Félicien, s'étant conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et quarante personnes au moins, ayant signé leur nom dans le livre de souscriptions pour la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, est constituée en corps politique et incorporée en vertu de la section 6 de la loi des assurances de Québec, 8 Ed. VII, chapitre 69.

Donné en conformité de l'article 58 de la loi des assurances de Québec, à Saint-Félicien, ce quatorzième jour de mai 1909.

FLOVIR COULOMBE,

2241

Secrétaire.

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu, la foudre et le vent, de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Edouard VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie

Miscellaneous Notices

NOTICE

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Félicien, having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty persons at least having signed their names in the subscription book for the sum of twenty five thousand dollars or more, is constituted a body politic, and incorporated under section VI, of the Quebec Insurance Act, 8 Ed. VII, chapter 69.

Given in conformity with article 58 of the Quebec Insurance Act, at Saint Felicien, this fourteenth day of May, 1909.

FLOVIR COULOMBE,

2242

Secretary.

Notice is hereby given that the "Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu, la foudre et le vent, de St-Hyacinthe-le-Confesseur" having been established in accordance with the Quebec Insurance Act, 8 Edouard VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies, and to transact any business that a mutual fire

mutuelle d'assurance contre le feu autorisée par la dite section peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119 de la loi des assurances de Québec, ce septième jour de mai 1909.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,

2135.2 Surintendant des assurances, P. Q.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3079.

Dame Elmiere Lepret, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aldéric Vézina, de même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Aldéric Vézina, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 mai courant.

ST-JULIEN & THEBERGE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1909. 2261

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Rosalinda Dandurand, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Narcisse Beaudreau, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Narcisse Beaudreau, entrepreneur maçon, de la ville de Verdun, district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour de mai 1909.

TANCREDE FORTIN,

Procureur de la demanderesse.

2275

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3996.

Dame Cécile Lajoie, de Montréal, épouse commune en biens de George Blackburn, restaurateur, du même lieu, et judiciairement autorisée à ester en justice contre son mari, Demanderesse ;

vs

George Blackburn, de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

F. P. TREMBLAY,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1909. 2253

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Exilda Therriault, épouse commune en biens de Murat Larocque, machiniste, tous deux de la ville de Windsor Mills, district de Saint-François, dûment autorisée par un des honorables juges de la cour supérieure à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Murat Larocque, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18^e jour de mai 1909.

CAMPBELL & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 18 mai 1909. 2245

Cour Supérieure.

No. 3656.

Valerie Dulude, marchande publique, des cité et district de Montréal, épouse commune de Charles Perras, entrepreneur, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, a intenté le 22 janvier 1909, une action en séparation de biens contre le dit Charles Perras.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Procureurs de la demanderesse.

2087.3

insurance company authorized by the said section may legally transact.

Given pursuant to article 119 of the Quebec Insurance Act, this seventh day of May, 1909.

For the provincial treasurer,

WILLIAM CHUBB,

2136 Insurance superintendent, P. Q.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3079.

Dame Elmiere Lepret, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Aldéric Vézina, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Aldéric Vézina, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 7th of May instant.

ST-JULIEN & THEBERGE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th May, 1909. 2262

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Rosalinda Dandurand, of the town of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Narcisse Beaudreau, and judicially authorized to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Beaudreau, mason contractor, of the town of Verdun, district of Montreal, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, on the 17th day of May, 1909.

TANCREDE FORTIN,

Attorney for plaintiff.

2276

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3996.

Dame Cecile Lajoie, of Montreal, wife common as to property of George Blackburn, restaurant-keeper, of the same place, and judicially authorized to appear in judicial proceedings against her husband, Plaintiff ;

vs

George Blackburn, of Montreal, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

F. P. TREMBLAY,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1909. 2254

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Exilda Therriault, wife commune en biens de Murat Larocque, machinist, both of the town of Windsor Mills, district of Saint Francis, duly authorized by one of the Honorable judges of the superior court to ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs

The said Murat Larocque, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 18th day of May, 1909.

CAMPBELL & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 18th May, 1909. 2246

Superior Court.

No. 3656.

Valerie Dulude, public tradeswoman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Perras, contractor, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, the 22nd of January, 1909, instituted an action for separation as to property against the said Charles Perras.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Attorneys of plaintiff.

2088

Province de Québec. }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 No 3863.
 Dame Philomène Madore, épouse commune en
 biens de Lucien Dumais, marchand, du village
 Matoue, dûment autorisée à ester en justice.
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Lucien Dumais, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 4 mai courant.
BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Rimouski, 7 mai 1909. 2125.2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 157.
 Dame Marie Alphonsine Forcier, de Notre Dame
 du Bon Conseil, district d'Arthabaska, épouse
 commune en biens de Hormidas Larocque, apicul-
 teur et menuisier, du même endroit, a, le 30 avril
 dernier (1909), poursuivi en cette cause son dit
 mari en séparation de biens.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Arthabaska, 19 mai 1909. 2137.2

Province de Québec, }
 District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
 No 505.
 Dame Délia Carlos, de la paroisse de Saint-Mar-
 cel, district de Montmagny, a, ce jour, institué une
 action en séparation de biens contre son mari,
 Athanase Morin, marchand et entrepreneur de bois,
 du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
 Procureur de la demanderesse.
 Montmagny, 6 mai 1909. 2173-2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Bedford. }
 No 8139.
 Dame Harriet E. Hamilton, du village de Sutton,
 dans le dit district de Bedford, épouse de Volney
 N. Dyer, du même lieu, Demanderesse ;

vs.
 Le dit Volney N. Dyer, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 par la demanderesse contre le défendeur, le 7e jour
 de mai 1909.

BAKER & BAKER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sweetsburg, 7 mai 1909. 2171.2

Cour Supérieure.—Québec.
 No 1316.
 Dame Flore Lachapelle, épouse commune en biens
 de Joseph Alfred Marier, de Saint-Romuald,
 comté de Lévis, judiciairement autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Alfred Marier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.

ALPHONSE BERNIER,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 13 mai 1909. 2201.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 Dame Léa Gagnon, de la ville de Bromptonville,
 dans le district de Saint-François, épouse commune
 en biens de Sinaï Gagnon, du même lieu, dûment
 autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une
 action en séparation de biens d'avec son mari.

EMILE RIOUX,
 Procureur de la demanderesse.
 2091-3

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 3863.
 Dame Philomène Madore, wife common as to
 property of Lucien Dumais, merchant, of Matoue
 village, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said Lucien Dumais, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, the 4th May, 1909.
BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
 Attorneys for the plaintiff.
 Rimouski, 7th May, 1909. 2126

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 157.
 Dame Marie Alphonsine Forcier, of Notre Dame
 du Bon Conseil, district of Arthabaska, wife com-
 mon as to property of Hormidas Larocque, bee-
 master and carpenter, of the same place, has, the
 30th April last (1909), instituted in this case against
 her said husband an action for separation as to pro-
 perty.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,
 Attorneys for plaintiff.
 Arthabaska, 10th May, 1909. 2138

Province of Quebec, }
 District of Montmagny. } *Superior Court.*
 No. 505.
 Dame Délia Carlos, of the parish of Saint Marcel,
 district of Montmagny, has, this day, instituted an
 action for separation as to property against her
 husband, Athanase Morin, of the same place, mer-
 chant and lumberman.

MAURICE ROUSSEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Montmagny, 6th May, 1909. 2174

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Bedford. }
 No. 8139.
 Dame Harriet E. Hamilton, of the village of Sutton,
 in said district of Bedford, wife of Volney N.
 Dyer, of the same place, Plaintiff ;

vs.
 The said Volney N. Dyer, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted by the plaintiff against the defendant, on
 the 7th day of May 1909.

BAKER & BAKER,
 Attorneys for plaintiff.
 Sweetsburg, 7th May, 1909. 2172.

Superior Court.—Québec.
 No. 1316.
 Dame Flore Lachapelle, wife common as to property
 of Joseph Alfred Marier, of the parish of Saint
 Romuald, county of Lévis, judicially authorized
 to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Alfred Marier, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, this day.

ALPHONSE BERNIER,
 Attorney for plaintiff.
 Québec, 13th May, 1909. 2202

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 Dame Léa Gagnon, of the town of Bromptonville,
 district of Saint Francis, wife common as to pro-
 perty of Sinaï Gagnon, of the same place, duly au-
 thorized to ester en justice, has, this day, instituted an
 action for separation as to property.

EMILE RIOUX,
 Attorney for the plaintiff.
 2092

Avis est par les présentes donné que Dame Rose Délina alias Céline Charette, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre William alias Guillaume Riou, cultivateur, de la paroisse de Trois Pistoles.

RIOU & BÉRUBÉ,

Avocats de la demanderesse.

Fraserville, 12 mai 1909.

2197.2

Dans la cour supérieure, pour le district des Trois-Rivières, Georgiana Lacoursière, de Saint-Tite, a intenté une action en séparation de biens contre Alphée Jacob, marchand, du même lieu, le 13 avril 1909.

COMEAU & BELIVEAU,

1837.5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 80.

Dame Reine Deserre, de la paroisse de Saint-Hugues, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hector Côté, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trois mai courant (1909).

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 4 mai 1909.

2055-3

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 2281.

Dame Alphonsine Roy, du canton d'Egan, épouse de Léon Villeneuve, cultivateur, du dit canton d'Egan, dans le district d'Ottawa, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Villeneuve, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mars 1909.

JOS. D. DE GRANDPRÉ,

Procureur de la demanderesse

Hull, 24 avril 1909.

1937.4

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8132.

Dame Anna Campbell, du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Charles Bérubé, commerçant, du même lieu, dûment autorisée aux fins de la présente action par l'un des honorables juges de la dite cour, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Charles Bérubé, Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

McKEOWN & BOIVIN,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 27 avril 1909.

1955.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 241.

Dame Minnie Joseph, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, Demanderesse ;

vs

Harris Shapiro, du même endroit, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1909.

1819-5

Notice is hereby given that Mrs. Rose Délina alias Céline Charette, has, to-day, taken an action in separation of property against her husband, William alias Guillaume Riou, farmer, of the parish of Trois Pistoles.

RIOU & BÉRUBÉ,

Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 12th May, 1909.

2198.2

In the superior court, for the district of Three Rivers, Georgiana Lacoursière, of Saint Tite, has instituted an action for separation as to property against Alphée Jacob, merchant, of the same place, the 13th April, 1909.

COMEAU & BELIVEAU,

Attorneys for plaintiff

1838

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
No. 80.

Dame Reine Deserre, of the parish of Saint Hugues, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Hector Côté, trader, of the same place, duly authorized "à ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Hector Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the third May instant (1909).

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 4th May, 1909.

2056

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 2281.

Dame Alphonsine Roy, of the township Egan, wife of Léon Villeneuve, farmer, of the said township Egan, in the district of Ottawa, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Léon Villeneuve, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd March, 1909.

JOS. D. DE GRANDPRÉ,

Attorney for plaintiff.

Hull, 24th April, 1909.

1938

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8132.

Dame Anna Campbell, of the township of Stanbridge, in the district of Bedford, wife common as to property of Joseph Charles Bérubé, trader, of the same place, and duly authorized for the purposes of the present action by one of the Honorable judges of the said court, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Charles Bérubé, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

McKEOWN & BOIVIN,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 27th April, 1909.

1956

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 241.

Dame Minnie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant herein, Plaintiff ;

vs

Harris Shapiro, of the same place, trader, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff

Montreal, 17th April, 1909.

1820

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1937.

Dame Christine Gabrielle Payette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Joshua Swinburne, commis, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

W. G. CRUICKSHANK,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 avril 1909. 1861.5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre alias Pierre Léon Palardy, boucher et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre alias Pierre Léon Palardy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars courant.

V. ERNEST FONTAINE,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 15 mars 1909. 1333.6

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3971.

Dame Délima Castonguay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Théodule Cadieux, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Théodule Cadieux, journalier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour d'avril 1909.

TRIEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 avril 1909. 1997.4

AVIS.

Avis est par le présent donné que la compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Hermas ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Edouard VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119 de la loi des assurances de Québec, ce douzième jour de mai 1909.

Pour le trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,

2223-2 Surintendant des assurances P. Q.

AVIS.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Ed. VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119 de la loi des assurances de Québec, ce douzième jour de mai 1909.

Pour le trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,

2221.2 Surintendant des assurances, P. Q.

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1937.

Dame Christine Gabrielle Payette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Joshua Swinburne, clerk, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

W. G. CRUICKSHANK,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st April, 1909. 1862

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Pierre alias Pierre Léon Palardy, butcher and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Pierre alias Pierre Léon Palardy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th of March instant.

V. ERNEST FONTAINE,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 15th March, 1909. 1334

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3971.

Dame Délima Castonguay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théodule Cadieux and judicially authorized to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Théodule Cadieux, laborer, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause, on the twenty ninth day of April, 1909.

TRIEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th April, 1909. 1998

NOTICE.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint-Hermas having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and issue insurance policies, and to transact any business that a mutual fire insurance company, authorized by the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 119 of the Quebec Insurance Act, this twelfth day of May, 1909.

For the provincial treasurer,

WILLIAM CHUBB,

2224 Superintendent of insurance P. Q.

NOTICE.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Jean Port Joli having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, 8 Ed. VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and issue insurance policies, and to transact any business that a mutual fire insurance company, authorized by the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 119 of the Quebec insurance act, this twelfth day of May, 1909.

For the provincial treasurer,

WILLIAM CHUBB,

2222 Superintendent of insurance, P. Q.

Le 14e jour de juin 1909, à Montréal, "The Dominion Express Company" vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1er juin 1908.

Voir la liste imprimée pour plus d'information.

(Signé) W. S. STOUT,
1835.4 Prés. et gérant gén.

On 14th June, 1909, at Montreal, The Dominion Express Company will sell unclaimed shipment which have been on hand in the Eastern and Atlantic divisions, since previous to 1st June, 1908.

See printed list for further particulars.

(Signed) W. S. STOUT,
1836 Pres. and gen. manager.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Jos. A. Picotte, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, le 14ième jour de mai 1909, par un ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs aux biens du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans un délai de 30 jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 2243

Canada.
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Danis, marchand, de Montréal,
Requérant cession ;
et

A. A. Garon, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Gardien provisoire.

Grand'Mère, 11 mai 1909. 2239

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. O. Normand et P. L. Gadoury,
de Montréal, "J. O. Normand & Cie."
Faillis ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné que, le 28e jour de décembre 1908, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des susdits faillis.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours, pour garantir leur collocation sur le bordereau de dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curat. ur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 mai 1909. 2237

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 1.

Dans l'affaire de "The Canada Maple Exchange, Limited",
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera payable dans mon bureau, le 7e jour de juin 1909.

Toute opposition au dit dividende doit être déposée avant cette date.

JAMES L. SPIER,
Liquidateur.

16, Mechanics Institute Building,
204, rue Saint-Jacques,
Montréal. 2249

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Jos. A. Picotte, Insolvent.

Notice is hereby given that, the 14th day of May, 1909, by an order of the superior court, we have been appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

All sworn claims must be deposited at our office in a delay within 30 days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 2244

Canada.
Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re J. A. Danis, merchant, of Montreal,
Petitioner for assignment ;
and

A. A. Garon, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Provisional guardian.

Grand'Mère, 11th May, 1909. 2240

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. O. Normand & P. L. Gadoury,
of Montreal, "J. O. Normand & Co., "
Insolvents ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, on the 28th December, 1908, by order of this court, I was appointed curator in the estate of the above named.

Claims should be filed at my office within thirty days to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th May, 1909. 2238

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 1.

In the matter of The Canada Maple Exchange, Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on the 7th day of June, 1909.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

JAMES L. SPIER,
Liquidator.

16, Mechanics Institute Building,
204, St. James street,
Montreal. 2250

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re O. Vanier & Cie, Montréal, Insolubles.
 Un 1er dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 7 juin 1909.
 Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 22 mai 1909. 2269

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de "The Empire Mfg. Co., Ltd,"
 Montréal, En liquidation.
 Un premier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 7 juin 1909.
 Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
 Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 22 mai 1909. 2271

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Edouard Larivière, commerçant,
 insolvable, de la paroisse de Saint-Bernard, dit district,
 Débiteur-insolvable ;
 et

Alphonse Plante,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe.

BEAUPARLANT & MORIN,
 Avocats du gardien-provisoire.
 Saint-Hyacinthe, 13 mai 1909. 2259

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de "Canadian Shirt & Overall Co.,"
 Montréal, Faillie.
 Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de mai 1909, nous avons été nommés curateurs conjoint des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

A. W. WILKS,
 J. W. MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 Montréal, 17 mai 1909. 2279

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 241.

Dans l'affaire de Ristum Nicola (Nicola Bros.),
 Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dern^r bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, payable dans notre bureau, No 14, Place Phillips, Montréal, le ou après le 9 juin 1909.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal.
 Montréal, 18 mai 1909. 2277

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re O. Vanier & Cie, Montreal, Insolvents.
 A 1st dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 7th June, 1909.
 Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street,
 Montreal, 22nd May, 1909. 2270

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of The Empire Mfg Co., Ltd, Mon-
 treal, In liquidation.
 A first dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 7th June, 1909.
 Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
 Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 22nd May, 1909. 2272

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
 In the matter of Edouard Larivière, insolvent tra-
 der, of the parish of Saint Bernard, said district,
 Insolvent debtor ;
 and

Alphonse Plante,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, of Saint-Hyacinth.

BEAUPARLANT & MORIN,
 Attorneys for provisional guardian.
 Saint Hyacinth, 13th May, 1909. 2260

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Canadian Shirt & Overall Co.,
 Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 17th day of May, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

A. W. WILKS,
 J. W. MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
 Montreal, 17th May, 1909. 2280

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 241.

In the matter of Ristum Nicola (Nicola Bros.),
 Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, No. 14, Phillips Place, Montreal, on or after the 9th June, 1909.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 18th May, 1909. 2278

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de James Mullally & Co., Reg.,
 Failli.

Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

JAS. MULLALLY,
 Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
 Montréal, 14 mai 1909. 2257

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 186.

Dans l'affaire J. Charles Bérubé, Stanbridge Est, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 14^e jour de mai 1909, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant nous sous trente jours de cette date.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Curateurs conjoints.

No 14, Place Philipps, Montréal.
 Montréal, 17 mai 1909. 2255

Province de Québec, }
 Comté de Wright. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de M. Bédard & Cie, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13^e jour de mai 1909, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits M. Bédard & Cie, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

MAGLOIRE CARRIÈRE,
 Curateur.

2251

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Campeau & St. Denis, Insolubles.

Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de mai 1909, par un ordre de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toutes les réclamations, attestées sous serment, doivent être filées entre mes mains dans un délai de 30 jours de cet avis.

PAUL L. TURGEON,
 Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François Xavier, Mont éal. 2263

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de B. F. Stewart, Rock Island, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7^e jour de juin 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, à Rock Island, Qué.

GEORGES BOISVERT,
 Curateur.

Rock Island, Qué., 13 mai 1909. 2247

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of James Mullally & Co., Reg.,
 Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

JAS. MULLALLY,
 Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
 Montreal, 14th May, 1909. 2258

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 186.

In the matter of J. Charles Bérubé, Stanbridge East, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 14th day of May, 1909, by an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this date.

H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Joint curators.

No. 14, Philipps Place, Montreal.
 Montreal, 17th May, 1909. 2256

Province of Quebec, }
 County of Wright. } *Superior Court.*

In the matter of M. Bédard & Co., Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 13th day of May, 1909, the undersigned has been appointed curator to the property of the said M. Bédard & Co., who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

MAGLOIRE CARRIÈRE,
 Curator.

2252

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Campeau & St. Denis, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 17th day of May, 1909, by order of the superior court, I was appointed curator to the assets of the above named, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed into my hands within 30 days from this notice.

PAUL L. TURGEON,
 Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal, 2264

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court*

In the matter of B. F. Stewart, Rock Island, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th day of June, 1909, after which date dividends will be payable at my office, in Rock Island, Que.

GEORGE BOISVERT,
 Curator.

Rock Island, Que., 13th May, 1909. 2248

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **D**AME VIRGINIE MAROIS, de la paroisse de Saint-Malachie, marchande, veuve de feu George Arthur Paradis, en son vivant marchand, du même lieu, faillie ; et **VITAL ELZEAR PARADIS**, curateur.

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Malachie, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-neuf (99), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Malachie, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **JUIN** prochain 1909, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 mai 1909. 2265
[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **J**OSEPH MORIN, Demandeur ; contre **FREDERIC MARTIN**, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le neuvième rang nord-ouest du canton de Rixborough, de la contenance de quatre-vingts acres, plus ou moins, connu et désigné par le numéro cinq C (5 C), aux plan et livre de renvoi officiels de la division d'enregistrement du comté du Lac Mégantic—avec toutes les bâtisses dessus construites ; borné au nord-ouest par le chemin de front du dit rang, au sud-est par le trait carré entre le dit neuvième rang et le douzième rang du canton de Marlow, au nord-est par le lot cinq B (5 B), du dit rang, et au sud-ouest par le No quatre B (4 B), du même rang.

Pour être vendu à la porte de l'église, en la paroisse de Saint-Ludger de Rixborough, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain (1909), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph de Beauce, 26 avril 1909. 1935-2
[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Province de Québec, } **E**DWARD C. PERKINS,
District de Bedford. } des cité et district de
No 15522. } Montréal, hôtelier, Deman-
deur ; contre les terres et tenements de **JAMES A. LONGEWAY**, du canton de Potton, dans le comté de Brome, et district de Bedford, Défendeur.

Ces morceaux de terre formant partie du lot quatre (4), dans le onzième (11) rang, arpentage primitif, du canton de Potton, comté de Brome et dis-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : **D**AME VIRGINIE MAROIS, No. 122. } of the parish of Saint Malachie, merchant, widow of late George Arthur Paradis, in his lifetime merchant, of the same place, insolvent ; and **VITAL ELZEAR PARADIS**, curator.

A lot of land situate in the village of the parish of Saint Malachie, known and designated under the number ninety nine (99), of the official cadas re for the parish of Saint Malachie, county of Dorchester—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Malachie, the **TWENTY SECOND** day of **JUNE** next, 1909, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 18th May, 1909. 2266
[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : **J**OSEPH MORIN, Plaintiff ; No 979. } against **FREDERIC MARTIN**, Defendant.

A certain lot situate in the ninth north west range of the township Rixborough, containing eighty acres, more or less, known and designated under the number five C (5 C), on the official plan and book of reference for the registration division of the county of Lake Megantic—with all the buildings thereon erected ; bounded on the north west by the front road of the said range, on the south east by the square between the said ninth range and the twelfth range of the township of Marlow, on the north east by the lot five B (5 B), of the said range, and on the south west by the number four B (4 B), of the same range.

To be sold at the church door, in the parish of Saint Ludger de Rixborough, the **FIRST** of **JUNE** next (1909), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 26th April, 1909. 1936
[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Province of Québec, } **E**DWARD C. PERKINS,
District of Bedford. } of the city and district
No. 15522. } of Montreal, hotel-keeper,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **JAMES A. LONGEWAY**, of the township of Potton, in the county of Brome and district of Bedford, Defendant.

Those certain pieces or parcels of land forming part of lot four (4), in eleventh (11) range, primitive survey, of the township of Potton, county of

trict de Bedford, maintenant connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, sous les numéros onze cent vingt-deux (1122), onze cent vingt-trois (1123), onze cent vingt-quatre (1124) et onze cent vingt-cinq (1125) contenant cent douze acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations. La dite propriété est dûment hypothéquée pour le support et entretien de Dame Wealthy Orcotte, sa vie durant, veuve de feu Dennis Magoon, en son vivant du dit canton de Potton, décédé.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan de Mansonville, à Mansonville, ainsi appelé, dans le comté de Brome, et district de Bedford, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 avril 1909. 1993-2
[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : **VITAL ELZEAR PARADIS**, curateur ;
No 1804. contre **ADELARD A. GRENON**, failli.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt et unième jour de juillet dernier (1908) au bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain (1909), au dit bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, mais cette vente sera faite avec réserve en faveur du dit L. G. Belley, des droits de servitude et autres, spécifiés en sa faveur, dans un acte consenti par le dit Adélar A. Grenon, failli, en date du 26 avril 1907, et enregistré le 27 du même mois, par lequel acte le dit L. G. Belley s'est réservé pour lui, ses héritiers et ayant cause, le droit de vue et de châssis des côtés du vendeur, savoir : sur les lots No 207a, 207b et 207c, et s'est réservé aussi le droit de coller sa bâtisse après le mur de la maison actuelle du failli, bâtie sur les lots vendus.

O. BOSSÉ,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 17 mai 1909. 2281
[Première publication, 22 mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

BREF D'EXECUTION DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Gaspé.

Percé, à savoir : **EXPORTE : DAME EUGENIE MICHEL**, Requérente.
No 702.

L'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé, en le comté de Gaspé, sous le numéro trois cent soixant-neuf (369), du dit canton.

Brome and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Potton, as numbers eleven hundred and twenty two (1122), eleven hundred and twenty three (1123), eleven hundred and twenty four (1124) and eleven hundred and twenty five (1125), containing one hundred and twelve acres, more or less—with all improvements thereon. The said property is duly hypothecced for the support and maintenance during the lifetime of Dame Wealthy Orcotte, widow of the late Dennis Magoon, in his lifetime of the said township of Potton, deceased.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cajetan de Mansonville, at Mansonville, so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the FIFTH day of JUNE next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th April, 1909. 1994
[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : **VITAL ELZEAR PARADIS**, curator ;
No. 1804. against **ADELARD A. GRENON**, insolvent.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, the twenty first day of July last (1908), at the office of the undersigned in the court house, at Chicoutimi, shall take place at TEN o'clock in the forenoon, the FOURTEENTH day of JUNE next (1909), at the said office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, but such sale shall be made with the reserve in favor of L. G. Belley, of the rights of servitude and others specified in his favor in a deed made by the said Adélar A. Grenon, insolvent, dated the 26th April, 1907, and registered the 27th of the same month, by which deed the said L. G. Belley has reserved for himself his heirs and assigns the right of view and of windows on the sides of the vendor, namely : on lots Nos. 207a, 207b and 207c, and has also reserved for himself the right to stick up his building against the wall of the present house of the insolvent, built on the lots sold.

O. BOSSÉ,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 17th May, 1909. 2282
[First published, 22nd May, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

WRIT OF EXECUTION DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : **EXPORTE : DAME EUGENIE MICHEL**, petitioner.
No. 702.

The immovable known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé, in the county of Gaspé under the number three hundred and sixty nine (369), of the said township.

Pour être vendu à mon bureau, dans la municipalité de Percé, le SEPTIEME jour de JUIN prochain 1909, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,
Percé, 23 avril 1909.

Shérif
1947-2

[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 54. **IN RE TREFFLE COTÉ,** (Côté & Frère), insolvable ; et **ANTOINETTE HÉBERT**, créancière requérante, et Kenneth J. Beardwood, curateur.

Les immeubles ci-après décrits du dit insolvable, savoir :

1° (A) Un morceau de terrain ou lot de ville situé en la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, à l'encoignure sud-ouest des rues Richelieu et Saint-Jacques, connu et désigné sur la plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro quatre vingt-cinq (No 85)—avec une bâtisse en briques à trois étages dessus construite, et une bâtisse en ciment aussi à trois étages et autres bâtisses en bois y érigées.

2° (B) Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, au côté ouest du chemin du rang Sainte-Marie, de la contenance de cinq arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désignée sous les numéros cent dix-huit et cent vingt (Nos 118 et 120), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien—avec une maison, granges et autres bâtisses y érigées.

3° (C) Une autre terre située au même lieu, au côté est du dit chemin, de la contenance de deux arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous le numéro cent quarante-trois (No 143)—sans bâtisse.

4° (D) Un terrain sis et situé au côté sud de la rue Saint-Paul, en la dite ville de Saint-Jean, faisant partie du lot numéro six cent vingt-neuf (No 629), du cadastre officiel de la dite ville de Saint-Jean, mesurant cinquante-quatre pieds de l'ouest à l'est ; ces cinquante-quatre pieds devant être comptés à partir de soixante et douze pieds de la ligne ouest du dit lot numéro six cent vingt-neuf ; moins ce qui a été exproprié par la ville Saint-Jean, pour l'ouverture de la rue Saint-Paul. Ce terrain est borné à l'ouest par les soixante et douze pieds ouest du dit lot numéro six cent vingt-neuf, au nord par la partie nord du dit lot exproprié pour l'ouverture de la rue Saint-Paul, et par la rue Saint-Paul à l'est par la partie est du lot numéro six cent vingt-neuf, et au sud par le numéro six cent vingt-sept (No 627), du dit cadastre officiel de la dite ville de Saint-Jean—avec les bâtisses érigées sur le dit terrain.

Pour être vendus les immeubles en second et troisième lieu décrits, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Sébastien, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, et les immeubles en qua-

To be sold at my office, in the municipality of Percé, the SEVENTH day of JUNE next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,
Percé, 23rd April, 1909.

Sheriff,
1948

[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATORS WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 54. **IN RE TREFFLE COTÉ,** (Côté & Frère,) insolvent ; and **ANTOINETTE HÉBERT**, petitioner, and Kenneth J. Beardwood, curator.

The immovables of the said insolvent hereinafter described, to wit :

1. (A) A piece of ground or town lot situate in the town of Saint Johns, district of Iberville, at the south west corner of Richelieu and Saint James streets, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number eighty five (No. 85)—with a three story brick building thereon erected, and building in cement also of three floors and other wooden buildings thereon erected.

2. (B) A farm lying and situate in the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, on the west side of the road of the range Sainte Mary, containing five arpents in front by twenty arpents in depth, more or less, known and designated under the numbers one hundred and eighteen and one hundred and twenty (Nos 118 and 120) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sébastien—with a house, barns and other buildings thereon erected.

3. (C) Another farm at the same place, on the east side of the road containing two arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, known and designated on the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Sébastien, under the lot number one hundred and forty three (No. 143)—without building.

4. (D) A piece of ground lying and situate on the south side of Saint Paul street, in the said town of Saint Johns, forming part of the lot number six hundred and twenty nine (No. 629), of the official cadastre of the said town of Saint Johns, measuring fifty four feet from the west to the east ; those fifty four feet to be measured starting at seventy two feet of the western line of the said lot number six hundred and twenty nine ; less that portion which has been expropriated by the town of Saint Johns, for the opening of the said Saint Paul street. This piece of ground is bounded to the west by the western seventy two feet of the said lot number six hundred and twenty nine, to the north by the northern part of the said expropriated lot for the opening of the said Saint Paul street, and by the said Saint Paul street to the east by the eastern part of the said lot number six hundred and twenty nine, and to the south by the lot number six hundred and twenty seven (No 627), of the official cadastre of the said town of Saint Johns—with the buildings erected on the said piece of ground.

To be sold, the immovables secondly and thirdly described, at the parochial church door of the said parish of Saint Sébastien, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, and the immovables fourthly and

trième et en premier lieu décrits, au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 19 mai 1909. 2299
[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : I SAIE FONTAINE, journalier, de la ville et du district d'Iberville, Demandeur ; contre les terres et tenements de AMABLE GOYETTE, FILS, et PIERRE GOYETTE, tous deux du même lieu, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Pierre Goyette :

Un morceau de terre sis et situé au côté est de la rue Amélie, en la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro trois cent cinquante trois (No 353)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, le PREMIER jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 27 avril 1909. 1953-2
[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : I ALPHONSE DUBÉ, marchand, de la paroisse de Saint-Eugène, Demandeur ; contre ALPHONSE CARON, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une terre située sur la première concession de la paroisse de Saint-Eugène, dans le comté de L'Islet, de deux arpents de front environ, sur la concession, étant le numéro cinquante-cinq (55), du cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Eugène—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain 1909, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 18 mai 1909. 2283
[Première publication, 22 mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

firstly described, at the sheriff's office, in the court house, in the said town of Saint John's, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, 19th May, 1909. 2300
[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-John's, to wit : I SAIE FONTAINE, laborer, No. 190. of the town and district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of AMABLE GOYETTE, JUNIOR, and PIERRE GOYETTE, both of the same place, Defendants.

As belonging to the said defendant, Pierre Goyette :

A piece of ground lying and situate on the east side of Amélie street, in the town of Iberville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number three hundred and fifty-three (No. 353)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the FIRST day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, 27th April, 1909. 1954
[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : I ALPHONSE DUBÉ, merchant, of the parish of Saint Eugène, Plaintiff ; against ALPHONSE CARON, farmer, of the same place, Defendant.

A land situate in the first concession of the parish of Saint Eugène, in the county of L'Islet, of two arpents in front, about, on the concession, being the number fifty five (55), of the official cadastre of the aforesaid parish of Saint Eugène—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Eugène, the TWENTY THIRD day of JUNE next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 18th May, 1909. 2284
[First published, 22nd May, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ALBERT SIGMUND**, des
No 2201. } cité et district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et
tenements de **L. T. GROSSMAN**, du même lieu,
Défendeur.

Une moitié indivise, à savoir : lot deux cent cinquante-six (256), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, contenant vingt huit (28) pieds de largeur en front et en arrière, sur trente-sept (37) pieds de profondeur, tel que divisé par l'ancienne clôture de la partie du front du lot, les dites mesures étant mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par une autre partie du dit lot No 256, en arrière et au sud-est par les parties restantes du dit lot No 256, au nord-ouest par le lot No 255, le front de la ligne sud-ouest du dit emplacement ci-dessus décrit étant parallèle à celui et 37 pieds ou environ de la dite ligne sud-est de la rue Balmoral — et avec la maison et autres bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 18 mai 1909.

Député Shérif.

2273

[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MAITRES RIVET**,
No 3580. } **HANDFIELD & HANDFIELD**, de Montréal, avocats, sur distraction de frais, dans une cause où **FONG CHONG**, buandier, de la ville Emard, district de Montréal, était Demandeur, et **THEOPHILE GAUTHIER**, du même lieu, était Défendeur, et **DAME MARIE LOUISE DAIGNAULT**, était opposante.

Saisi comme appartenant à la dite opposante, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé en la municipalité du Boulevard Saint-Paul, maintenant ville Emard, et ayant front sur la rue William, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dit district, comme étant la subdivision trois cent dix (310), du lot numéro trois mille neuf cent douze (3912)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif,

Montréal, 19 mai 1909

Député shérif.

2307

[Première publication, 22 mai 1909.]

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **NAPOLEON ST.**
No 68. } **AMOUR**, comptable, de la cité de Montréal, curateur à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **ALDERIC VEZINA**, hôtelier, de la cité de Montréal, failli, et **L. JOSEPH BOILEAU**, notaire, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, requérant.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, au coin des rues Rachel et Frontenac, et composé des lots de terre portant les numéros deux mille huit cent soixante et sept et deux mille huit cent soixante et huit (2867 et 2868), de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante huit (148), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus construites.

A la charge par l'acquéreur d'assumer les baux consentis par le failli à **Albert Lapalme**, pour le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } **ALBERT SIGMUND**, of
No. 2201 } the city and district of
Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **L. P. GROSSMAN**, of the same
place, Defendant.

One undivided half, to wit : lot two hundred and fifty six (256) on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, containing twenty eight (28) feet in width in front and in rear, by thirty seven (37) feet in depth, as divided by the old fence from the front part of the lot, said measurements being english measure and more or less ; bounded in front by another part of said lot No. 256, in rear and to the south east by the remaining parts of said lot No. 256, to the north west by lot No. 255, the front of south west line of said emplacement herein above described as parallel to and 37 feet or thereabouts distant from the said south east line of Balmoral street—and with the dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Montreal, 18th May, 1909.

Deputy Sheriff.

2274

[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MAITRES RIVET, HAND**
No. 3580. } **FIELD & HANDFIELD**, of Montreal, advocates distracting for costs, in a cause in which **FONG CHONG**, laundryman, of the town of Emard, district of Montreal, was Plaintiff, and **THEOPHILE GAUTHIER**, of the same place was Defendant, and **DAME MARIE LOUISE DAIGNAULT**, was opposant.

Seized as belonging to the said opposant, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in the municipality of Boulevard Saint Paul, now town of Emard, and fronting on William street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, said district, as being subdivision three hundred and ten (310), of lot number three thousand nine hundred and twelve (3912)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office.

Montreal, 19th May, 1909.

Deputy sheriff.

2308

[First published, 22nd May, 1909.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **NAPOLEON ST. AMOUR**,
No. 68. } accountant, of the city of
Montreal, curator, hereby duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of **ALDERIC VEZINA**, hotelkeeper, of the city of Montreal, insolvent, and **L. JOSEPH BOILEAU**, notary, of the town of Sainte Anne de Bellevue, Petitioner

An emplacement situate in the city of Montreal, at the corner of Rachel and Frontenac streets, and composed of the lots of land bearing the numbers two thousand eight hundred and sixty seven and two thousand eight hundred and sixty eight (2867 and 2868), of the official subdivision of lot number one hundred and forty eight (148), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with buildings thereon erected.

Subject to the purchaser assuming the leases made by the insolvent to **Albert Lapalme**, for the

terme de douze mois à compter du 1er mai 1909 ; à Arthur Robillard, pour le terme de douze mois à compter du 1er mai 1909, en par l'acquéreur percevant les loyers qui sont de \$70 00 par mois à compter de l'adjudication.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 mai 1909.

Député Shérif.
2313

[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G**EOURGE HANRATHY, No 42. } des cité et district de Montréal, commis, Demandeur ; contre les terres et tènements de JAMES W. WITHEL, de Westmount, dit district, et ARCHER ROSS PRENDERGAST, des cité et district de Montréal, Défendeurs, et O. Moreau, jr., adjudicataire.

Saisi comme appartenant au dit A. R. Prendergast, l'immeuble suivant, à savoir :

La moitié indivise des lots numéros officiels cinq cent quatre-vingt-quatre et cinq cent quatre-vingt-cinq, et la moitié indivise de la partie nord-ouest du lot numéro officiel cinq cent quatre-vingt-trois, la dite partie nord-ouest contenant une largeur de douze pieds six pouces, sur toute la profondeur du dit lot, et bornée comme suit : en front par la rue Shaw, maintenant rue Dorion, en arrière par le lot officiel No 606, du côté sud-est, par le résidu du dit lot No 583, du côté nord-est par le dit lot No 584—avec les bâisses sus-érigées, portant les numéros depuis 260 à 276 de la dite rue, et dépendances ; la dite propriété étant sujette à un droit de passage en arrière d'icelle pour communiquer avec la rue Nonancourt, maintenant avenue Lalonde, en faveur du propriétaire de la partie sud-est du dit lot officiel No 583, du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, tous sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu le cinquième jour de mars dernier, aura lieu de nouveau dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant midi, à la folle enchère, frais, risques et charges du dit O. Moreau jr., le ci-devant adjudicataire.

Un dépôt de quatre cents piastres en argent ou un chèque accepté sera requis de chaque enchérisseur au moment de son enchère.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 mai 1909.

Député Shérif.
2309

[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R**AOUL PREVOST, épier, No 22286. } cter, de Montréal, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de OSCAR DESJARDINS, de Sainte-Rose, dit district, Défendeur.

Un terrain situé en la côte des Ouimet, paroisse de Sainte-Rose, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-huit (partie 358), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant environ trois huitième d'arpent en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, mais telle que ci-après décrit ; tenant au sud au chemin de base de la dite côte des Ouimet, au nord au résidu du dit numéro officiel 358, appartenant à Octave Ouimet, c'est-à-dire à un fossé pour partie et pour l'autre partie à six pieds en arrière d'une grange et étable y érigées, joignant à l'est au numéro officiel 359, appartenant à Isaïe Ouimet, pour partie et pour le reste au résidu du dit No officiel 358, à six pieds de distance des bâti-

term of twelve months from the 1st of May, 1909 ; to Arthur Robillard, for the term of twelve months from the 1st of May, 1909 by the purchaser collecting the rents which are \$70.00 p r month from the adjudication thereof

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office.

Montreal, 19th May, 1909.

Deputy Sheriff.

2314

[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G**EOURGE HANRATHY, of No. 42. } the city and district of Montreal, clerk, Plaintiff ; against the lands and tenements of JAMES W. WITHEL, of Westmount, said district, and ARCHER ROSS PRENDERGAST, of the city and district of Montreal, Defendants, and O. Moreau, jr., purchaser.

Seized as belonging to the said A. R. Prendergast, the following immoveable, to wit :

The undivided half of lots official numbers five hundred and eighty four and five hundred and eighty five, and the undivided half of the north west portion of lot official number five hundred and eighty three, containing the said north west portion a width of twelve feet six inches, by the whole depth of said lot, and bounded as follows : in front by Shaw street, now Dorion street, in rear by official lot No. 606, on the south east side by the residue of said lot No. 583, on the north east side by the said lot No. 584—with the buildings thereon erected, bearing numbers from 260 to 276 of said street, and dependencies ; the said property being subject to a right of passage in rear of same to communicate with Nonancourt street, now avenue Lalonde, in favor of the owner of the south east portion of the said official lot No. 583, of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, all on the official plan and in the book of reference for Saint Mar's ward.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, which took place the fifth day of March last, will again take place at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, by *folle en hère*, at the costs, risks and charges of the said O. Moreau jr., the heretofore purchaser.

A deposit of four hundred dollars in cash or an accepted cheque will be required from each bidder at the time of the auction.

P. M. DURAND,

Sheriff's office,

Montreal, 19th May, 1909.

Deputy Sheriff.

2310

[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **R**AOUL PREVOST, grocer, No. 22286. } of Montreal, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of OSCAR DESJARDINS, of Sainte Rose, said district, Defendant.

A lot situate on Côte des Ouimet, parish of Sainte Rose, forming part of the lot of land known and designated under the number three hundred and fifty eight (part 358), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Rose, county of Laval, containing about three eighths of an arpent in superficies, more or less, without warranty of exact measurement, but as hereunder described ; bounded on the south by the base road of the said Côte des Ouimet, on the north by the residue of the said official number 358 belonging to Octave Ouimet, that is to say, partly by a ditch and partly by six feet in the rear of a barn and stable thereon erected, on the east by the official number 359, belonging to Isaïe Ouimet, partly and for the remaining part by the residue

iments sus-mentionnés, et à l'ouest, à une montée—avec une maison, magasin, remise, grange, étable et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 19 mai 1909. 2311
[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EDWARD G. MANHIRE,
No 2430. } de Verdun, district de
Montréal, et MARTIN J. QUIGLEY, de Montréal,
plombiers, poseurs d'appareils à la vapeur et au gaz,
faisant affaires en société à Westmount, sous le nom
de Manhire & Quigley. Demandeurs : contre les
terres et tenements de W. C. PALMER, de Mont-
réal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, le dit lot connu comme subdivision trois (3), de la subdivision deux (2), de la subdivision quatre (4), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois cent soixante et quatorze (374-4-2-3); borné en front par l'avenue Holton (rue High)—avec la bâtisse sus-érigée.

2° Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, connu comme subdivision quatre (4), de la subdivision deux (2), de la subdivision quatre (4), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois cent soixante et quatorze (374-4-2-4); borné en front par l'avenue Holton (rue High)—avec la bâtisse sus-érigée.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 28 avril 1909. 1939 2
[Première publication, 1er mai 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } WILLIAM ROBERT
No 2029. } WEBSTER, manufac-
turier, de la cité de Sherbrooke, dans le district de
Saint-François, et y faisant affaires seul sous la
raison sociale de "W. R. Webster & Co.", Deman-
deur : contre les terres et tenements de DAME
DENISE SIMON, de la cité et du district de Mont-
réal, veuve de feu Henri Bougeant, en son vivant
hôtelier, du même lieu, Défenderesse.

Un emplacement situé dans la côte Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, de la contenance de quarante-cinq pieds de front sur le chemin public conduisant au Sault au Récollet, par un demi arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant le numéro deux cent soixante et dix-neuf, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, maintenant faisant partie du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 28 avril 1909. 1985.2
[Première publication, 1er mai 1909.]

of the said official No. 358, at a distance of six feet from the buildings above mentioned, and on the west by a *montée*—with a house, store, shed, barn, stable and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose, the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th May, 1909. 2312
[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } EDWARD G. MANHIRE,
No. 2430. } of Verdun, district of Mon-
treal, and MARTIN J. QUIGLEY, of Montreal,
plumbers, steam and gas fitters, doing business at
Westmount, in partnership under the name of
Manhire & Quigley, Plaintiffs; against the lands
and tenements of W. C. PALMER, of Montreal,
Defendant.

1. One lot of land situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, measuring twenty four feet in width by ninety five feet in depth, the said lot known as subdivision three (3), of the subdivision two (2), of the subdivision four (4), of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three hundred and seventy four (374-4-2-3); bounded in front by Holton avenue (High street)—with the building thereon erected.

2. One lot of land situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, known as subdivision four (4), of subdivision two (2), of the subdivision four (4), of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three hundred and seventy four (374-4-2-4); bounded in front by Holton avenue (High street)—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 28th April, 1909. 1990
[First published, 1st May, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } WILLIAM ROBERT
No. 2029. } WEBSTER, manufac-
turer, of the city of Sherbrooke, in the district of
Saint-François, and there doing business alone under
the firm, name and style of "W. R. Webster & Co.",
Plaintiff; against the lands and tenements of
DAME DENISE SIMON, of the city and district
of Montreal, widow of the late Henri Bougeant, in
his lifetime, hotelkeeper, of the same place, De-
fendant.

A lot situate on Côte Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, containing forty five feet in front on the public road leading to Sault-au-Récollet by a half arpent in depth, more or less, known and designated as being the number two hundred and seventy nine, of the cadastre of the parish of Saint Laurent, now forming part of Saint Denis ward, of the city of Montreal—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 28th April, 1909. 1986
[First published, 1st May, 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THE LAKE SAINT JOSEPH HOTEL COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, faillie, et **ERNEST F. WURTELE**, de la cité de Québec, comptable, liquidateur, à savoir :

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures du matin, le dixième jour de février dernier, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault, dans le comté de Portneuf, aura lieu à ONZE heures du matin, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, au même endroit.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif,
Québec, 18 mai 1909.

Shérif.
2287

[Première publication, 22 mai 1909.]

FIERI FACIAS.

Court de Circuit.

Québec, à savoir : } **PIERRE THÉOPHILE LÉGARÉ ET AL** ; vs **ALBERT NADEAU**, à savoir :

1° Le lot No 30 (trente), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé au troisième rang—circonstances et dépendances.

2° Partie du lot No 31 (trente-un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé au troisième rang, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur ; borné au nord au chemin public, au sud au bout de la dite profondeur, du côté est au No 30, du côté ouest à l'autre partie du lot No 31—circonstances et dépendances.

3° Partie du lot No 126 (cent vingt-six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étant un lot de terre de forme triangulaire, ayant son sommet au deuxième rang, vers le sud, formant environ six arpents en superficie ; borné au nord au Grand Tronc, au sud partie aux représentants de Modeste Bergeron, et partie à Frs Sévigny, à l'est à F. Sévigny—circonstances et dépendances

4° Partie du lot No 126 (cent vingt-six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étant un lot de terre de forme triangulaire, ayant son sommet vers le sud-ouest, situé au deuxième rang, contenant trois cent dix-huit pieds de front au chemin public, plus ou moins, et trois cent quarante pieds de largeur, plus ou moins, du côté sud par une profondeur de cent quatre-vingt-quatorze pieds, plus ou moins, du côté nord-est ; borné au sud au dit lot No 31, et au nord au chemin public, à l'est à l'autre partie du dit lot No 126, à l'ouest au point d'intersection du sommet du dit triangle avec le dit lot No 31—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Agapit, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 14 mai 1909.

Shérif.
2217

[Première publication, 15 mai 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **THE LAKE SAINT JOSEPH HOTEL COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business at the city of Québec, insolvent, and **ERNEST F. WURTELE**, of the city of Québec, accountant, liquidator, to wit :

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which was to have taken place at eleven o'clock in the forenoon, the tenth day of February last, at the church door of the parish of Sainte Catherine de Fossambault, in the county of Portneuf, shall take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, the FIFTEENTH day of JUNE next, at the same place.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,
Québec, 18th May, 1909.

Sheriff.
2288

[First published, 22nd May, 1909.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit : } **PIERRE THÉOPHILE LÉGARÉ ET AL** ; vs **ALBERT NADEAU**, to wit :

1. The lot No. 30 (thirty), of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the third range—circumstances and dependencies.

2 Part of lot No. 31 (thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the third range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north by the public road, on the south by the end of the said depth, on the east side by No. 30, on the west side by the other part of lot No. 31—circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 126 (one hundred and twenty six), of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, being a lot of land of triangular form, with its apex in the second range, towards the south, forming about six arpents in superficies ; bounded on the north by the Grand Trunk, on the south partly by the representatives of Modeste Bergeron, and partly by Frs Sévigny, on the east by F. Sévigny—circumstances and dependencies.

4. Part of lot No. 126 (one hundred and twenty six), of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, being a lot of land of triangular form with its apex towards the south west, situate in the second range, containing three hundred and eighteen feet frontage on the public road, more or less, and three hundred and forty feet in width, more or less, on the south side by a depth of one hundred and ninety four feet, more or less, on the north east side ; bounded on the south by the said No 31, and on the north by the public road, on the east by the other part of the said lot No 126, on the west by the point of intersection of the apex of the said triangle with the said lot No 31—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Agapit, the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,
Québec, 14th May, 1909.

Sheriff.
2218

[First published, 15th May, 1909.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **HENRI BEAUCAGE**, menuisier-entrepreneur, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre **VICTOR HARPIN**, mécanicien, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Défendeur, et **Nazarice Paul**, employé de chemin de fer, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, mis en cause.

Comme appartenant au dit défendeur :

La faculté de réméré qu'il s'est réservée dans un acte de vente qu'il a consenti au dit mis en cause, le dix-neuf novembre 1907, devant M^{re} A. Guévremont, notaire, et cela aux charges et conditions ci-après mentionnées, du terrain suivant, savoir :

Un terrain situé en la cité de Sorel, sur la rue Prince, étant la moitié sud du lot numéro cinq cent vingt six (526), du cadastre officiel de la ville de Sorel, mesurant trente-trois pieds de front par cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit : à l'est par la rue Prince, au sud par les Nos 524 et 525, à l'ouest par le lot No 528, et au nord par l'autre moitié du lot No 526—avec toutes les bâtisses y érigées et avec le droit de mettre le nombre de fenêtres qu'il lui plaira mettre aux maisons à y être érigées du côté du passage ci-après mentionné, avec droit de passage dans ce certain passage commun et mitoyen de huit pieds de largeur entre l'autre partie du dit lot No 526 et celle sus-décrite, sur une longueur suffisante pour communiquer de la rue Prince aux cours en arrière des maisons construites sur le dit lot No 526, et établit le dit passage aux termes d'un acte de vente par Louis Lamoureux à Dame M. Chapdelaine, passé devant M^{re} W. H. Chapdelaine, notaire, le 11 janvier 1888.

A la charge par l'adjudicataire de la dite faculté de réméré du terrain ci-dessus désigné, de payer au dit mis en cause ou à ses représentants, la somme de mille sept cent dollars (\$1700.00) avec intérêt à compter du dix-huit novembre dernier (1908), au taux de cinq par cent par an sur deux cents dollars, et aux taux de six par cent par an sur quinze cents dollars, les dits intérêts payables annuellement sous peine d'être déchu du droit d'exercer la dite faculté de réméré ; mais si le dit adjudicataire paie chaque année, le dix-huit novembre, les intérêts comme susdit, les taxes, les assurances et autres impositions ci-après mentionnées, et une somme de deux cents dollars ou plus, en acompte de la susdite somme de mille sept cents dollars, il aura droit à une autre année pour exercer la dite faculté de réméré, il en sera de même au bout des deuxième, troisième et quatrième années de la date du dit acte de vente du 19 novembre 1907, et le non accomplissement d'aucune des stipulations ci-dessus mentionnées entraînera la déchéance et la forclusion du droit d'exercer la dite faculté de réméré, et, à l'expiration de la cinquième année, le dit adjudicataire, pour avoir le droit d'exercer la dite faculté, devra payer et rembourser au dit mis en cause la balance qui pourra alors rester due sur la dite somme de \$1700.00. Le dit adjudicataire en payant ainsi, au dit mis en cause ou représentants, toutes les sommes d'argent dues à ce dernier, reprendra dès lors la propriété du dit terrain.

Le dit adjudicataire sera aussi tenu de payer les primes d'assurances que le dit mis en cause pourra

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **HENRI BEAUCAGE**, contract-hing joiner, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against **VICTOR HARPIN**, mechanic, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Defendant, and **Nazarice Paul**, railway employee, of the said city of Sorel, in the said district of Richelieu, *mis en cause*.

As belonging to the said defendant :

The right of redemption he reserved for himself in a deed of sale that he consented to the said *mis en cause*, the nineteenth of November, 1907, before M^{re} A. Guévremont, notary, subject to the charges and conditions hereinafter mentioned, of the following lot of land, viz :

A lot of land situate in the city of Sorel, on Prince street, being the south half of lot number five hundred and twenty six (526), of the official cadastre of the town of Sorel, measuring thirty three feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, english measure, and bounded as follows : on the east by Prince street, on the south by the lots numbers 524 and 525, on the west by the lot No. 528, and on the north by the other half of lot No. 526—with all the buildings thereon erected, and with the right to place the number of windows he pleases, in the houses to be erected thereon, on the side of the passage hereafter mentioned, with the right of way in this certain common and mitoyen passage of eight feet in width between the other part of the said lot No. 526 and the above described lot, for a sufficient length to communicate from Prince street to the yards in rear of the buildings erected on said lot No. 526, and the said passage established on the terms of a deed of sale by Louis Lamoureux to Dame M. Chapdelaine, executed before M^{re} W. H. Chapdelaine, notary, the 11th January, 1888.

Subject to the charge by the purchaser of the said right of redemption of the lot of land hereabove designated, to pay the said *mis en cause* or his representatives, the sum of seventeen hundred dollars (\$1700.00) with interest from the eighteenth of November last, 1908, at the rate of five per cent per annum on two hundred dollars, and at the rate of six per cent per annum on fifteen hundred dollars, the said interest on both amounts to be payable annually under pain of forfeiting the power to exercise the said right of redemption ; but if the said purchaser pays every year, the eighteenth of November, the aforesaid interest, the taxes, insurance and other impositions hereafter mentioned, and a sum of two hundred dollars or more, on account of the aforesaid sum of seventeen hundred dollars, he shall have the right for another year to exercise the said right of redemption, and the same at the end of the second, third and fourth years from the date of the said deed of sale of the 19th November, 1907, and the non fulfilment of any of the stipulations hereabove mentioned shall entail the forfeiture and foreclosure of the power to exercise the said right of redemption, and on the expiration of the fifth year, the said purchaser, to have the power to exercise the said right, shall pay and refund the said *mis en cause* the balance that then may be due on the sum of \$1700.00. The said purchaser, in thus paying the said *mis en cause* or representatives, all the sums of money due the latter, shall thenceforth enter into the ownership of the said lot of land.

The said purchaser shall also be obliged to pay the insurance premiums that the said *mis en cause*

mettre sur les bâties érigées sur le dit terrain au montant que ce dernier jugera opportun, il en sera de même pour les taxes de toute nature dont le dit terrain est et sera grévé, et dans le cas où le dit mis en cause serait obligé d'avancer les deniers pour effectuer les paiements en dernier lieu mentionné, le dit adjudicataire sera tenu de lui payer les susdites avances avec les intérêts au taux de six par cent par an.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le DEUXIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 27 avril 1909. 1995-2
[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **DAME LILLIE DO-**
No 960. } **PLACE**, de la cité
de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, veuve de feu Charles Parkin, en son vivant du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de **LOUIS ROSS**, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Ces étendues ou morceaux de terre situés dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Toute cette partie du lot numéro quarante-sept (pt 47), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier centre de la cité de Sherbrooke, situé au nord du prolongement de la ligne nord du lot numéro cinquante sur le dit plan ;

2° Tout ce morceau de terre situé entre le dit lot quarante-sept et la rue Marquette, formant ensemble un lot de terre ; borné au nord par la rue Marquette, au sud par la partie sud du dit lot quarante-sept, appartenant à "The Paton Manufacturing Company" ou représentants, à l'ouest par la ligne séparant le dit lot quarante-sept du lot quarante-huit sur le dit plan et jusqu'à la dite rue, et à l'est par la ligne séparant le dit lot quarante-sept du lot quarante six sur le dit plan et jusqu'à la dite rue—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 28 avril 1909. 1973-2
[Première publication, 1er mai 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Champlain.—
District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME VEUVE J.**
No 1499. } **TREMBLAY**, Demanderesse ; vs **DAME EMMA VALERAND ET ux.**, Défendeurs.

may put on the buildings erected on the said lot of land for the amount that the latter may deem advisable, the same shall apply for the taxes of any nature that the said lot of land is and shall be burdened with, and in the case where the said mis en cause would be obliged to advance the money for the payments lastly mentioned, the said purchaser shall be obliged to pay him the aforesaid advances with interest at the rate of six per cent per annum.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, the SECOND day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
Sorel, 27th April, 1909. 1986
[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **DAME LILLIE DO-**
No. 960. } **PLACE**, of the city
of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, widow of the late Charles Parkin, in his lifetime of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LOUIS ROSS**, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.

Those certain tracts or parcels of land situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as follows :

1° All that part of the lot number forty seven (pt 47), on the official cadastral plan and book of reference for the centre ward of the city of Sherbrooke, lying northerly of the prolongation of the northerly line of the lot number fifty on said plan ;

2° All that parcel of land lying between said lot forty seven and Marquette street, forming together one plot of land ; bounded northerly by Marquette street, southerly by the southerly portion of said lot forty seven, belonging to the Paton Manufacturing Company or representatives, westerly by the line separating said lot forty seven from lot forty eight on said plan and produced to said street, and easterly by the line separating said lot forty seven from the lot forty six on said plan and produced to said street—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold in my office, in the city of Sherbrooke, on the FIRST day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 28th April, 1909. 1974
[First published, 1st May, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—
District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME widow J. TREM-**
No. 1499. } **BLAY**, Plaintiff ; vs **DAME EMMA VALERAND ET ux.**, Defendants.

Comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Emma Valerand, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Théophile, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de Notre-Dame du Mont Carmel, sous le numéro huit cent vingt quatre (824), contenant trois arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front, en arrière et d'un côté par le chemin public, et d'autre côté par la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 19 mai 1909. 2321
[Première publication, 22 mai 1909.]

As belonging to the said defendant, Dame Emma Valerand, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint-Théophile, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Notre-Dame du Mont Carmel, as number eight hundred and twenty four (824), containing three arpents in superficies, more or less, without warranty of exact measure ; bounded in front in the rear and on one side by the public road, and on the other side by the Canadian Pacific railway line—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Théophile, the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 19th May, 1909. 2322
[First published, 22nd May, 1909.]

As Divers

Province of Québec, }
District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 559.

Dame Elise Bazinet, de Sainte-Lucie, épouse commune en biens de Absolon Lépine, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Absolon Lépine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 mars 1909.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 4 mars 1909. 2291

Canada, }
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District of Terrebonne. }
No 580.

Dame Elisa Pelletier, du village de Sainte-Agathe-des-Monts, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Reid, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Reid, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1909.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 18 mars 1909. 2293

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2638.

Dame Marie-Louise Bergeron, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Clovis Drouin, et judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Clovis Drouin, meunier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise en cette cause, le 6 novembre 1908.

HANDFIELD & HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 18 mai 1909. 2303

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No 559.

Dame Elise Bazinet, of Sainte Lucie, district of Terrebonne, wife common as to property of Absolon Lépine, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Absolon Lépine, Defendant.
An action for separation as to property against the said Lépine, has been instituted, this day.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 4th March, 1909. 2292

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No 580.

Dame Elisa Pelletier, of the village of Sainte-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, wife common as to property of Jean Baptiste Reid, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Reid, Defendant.
An action for separation as to property against the said Jean Baptiste Reid has been instituted this day.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 18th March, 1909. 2294

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court*
No 2638.

Dame Marie-Louise Bergeron, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Clovis Drouin, and judicially authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Clovis Drouin, miller, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 6th November, 1908.

HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 18th May, 1909. 2304

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Danf l'affaire de J. Eugène Lacoste, Thurso, P. Q.,
Insolvable.
Avis est donné par les présentes que, le 12ième
jour de mai 1909, j'ai été nommé par ordre de la
cour, curateur aux biens de la dite faillite.
Les réclamations assermentées doivent être pro-
duites à mon bureau sous un mois de cette date.
VINCENT LAMARRE,
Curateur.
Bureau : Chambre 408, Edifice "Power".
Montréal, 17 mai 1909. 2297

District de Trois-Rivières.

Perreault & Frère, de Saint-Pierre les Becquets,
marchands, ont, le 17 mai 1909, fait cession judi-
ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créan-
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure du district de Trois-Rivières, conformément
à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 mai 1909. 2289

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
In re Jos. Gervais, Saint-Canut, P. Q.,
Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objec-
tion jusqu'au 7 juin 1909, et après laquelle date les
dividendes seront payables à mon bureau, chambre
408, édifice Power, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice Power.
Montréal, 19 mai 1909. 2295

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re M. Greenberg, de Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 9 juin 1909, après laquelle date le divi-
dende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 22 mai 1909. 2319

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauharnois. }
Dans l'affaire de Robert R. Wilson, Howick, P. Q.,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi,
le 8e jour de juin 1909, après laquelle date les divi-
dendes seront payables dans mon bureau, bâtisse
Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
Montréal, 19 mai 1909. 2305

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. F. Côté, Demandeur ;
vs

Antoine Molinari, restaurateur, de Montréal,
Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre
de cette cour, le 18ième jour de mai 1909, j'ai été
nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait
un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créan-

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In the matter of J. Eugène Lacoste, Thurso, P. Q.,
Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 12th day of
May, 1909, by order of the court, I have been
appointed curator to this estate.
Sworn claims must be filed at my office within
one month from this date.
VINCENT LAMARRE,
Curator.
Office : Room 408, "Power" building.
Montreal, 17th May, 1909. 2298

District of Three Rivers.

Perreault & Frère, of Saint Pierre les Becquets,
merchants, have, on the 17th of May, 1909, made a
judicial assignment of their property for the benefit
of their creditors, at the prothonotary's office of the
superior court for the district of Three Rivers, ac-
cording to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th May, 1909. 2290

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In re Jos. Gervais, Saint Canut, P. Q.,
Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
7th June, 1909, after which date dividends will
be payable at my office, room 408, Power building,
Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : room 408, Power building.
Montreal, 19th May, 1909. 2296

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re M. Greenberg, of Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be open to objection
until the 9th of June, 1909, after which date the
dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 22nd May, 1909. 2320

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauharnois. }
In the matter of Robert R. Wilson, Howick, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
and will be open to objection until Monday, the 8th
day of June, 1909, after which date dividends will
be payable at my office, Fraser building, 43, Saint
Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
Montreal, 19 May, 1909. 2306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. F. Côté, Plaintiff ;
vs

Antoine Molinari, restaurant keeper, of Montreal,
Defendant.

Notice is hereby given that, on the 18th day of
May, 1909, by an order of this court, the under-
signed was appointed curator to the property of the
said insolvent, who has made a judicial abandon-
ment of his property for the benefit of his creditors.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours pour être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 19 mai 1909. 2315

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de L. Fontanel & Cie, importateurs,
de Montréal, Faillis ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le huitième jour de juin 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame-Est, Montreal.
Montréal, 19 mai 1909. 2317

En Liquidation

Province de Québec, }
District de Montréal, }
In re L'Union Saint-Joseph de Montréal,

En liquidation.

Avis est donné que la dite société, L'Union Saint-Joseph de Montréal, a décidé, à une assemblée extraordinaire et spéciale de ses membres, tenue le treize mai courant, de liquider volontairement les affaires de la dite société, et que Théodule Bénard, comptable, demeurant au No 1136, de la rue Saint-André, à Montréal, a été nommé liquidateur, et que tous les certificats ou contrats émis en faveur des membres doivent prendre fin à compter de la dite date du treize de mai mil neuf cent neuf, et être colloqués suivant les droits de chacun des dits membres sur les biens de la dite société.

THEODULE BENARD,
Liquidateur.

Montréal, 19 mai 1909. 2301

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que M. M. Ralph Locke, manufacturier, de Westmount, Raoul Lacroix, architecte, Henry G. Auger, manufacturier, Marius Dufresne, ingénieur civil, et Raoul Lanthier, manufacturier, de Montréal, s'adresseront à la législature, à sa présente session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Light, Heat and Power Company (Limited)", pour fabriquer, produire, distribuer et utiliser le gaz et l'électricité sous forme de chauffage, d'éclairage et de chaleur, ainsi que pour utiliser tous les produits dérivés, et pour acquérir tels immeubles qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement du but pour lequel ils demandent d'être constitués en corporation dans la cité de Montréal et dans tout autre endroit de la province, dans un rayon de soixante et quinze milles de la dite cité.

A. GAGNÉ,
Avocat des requérants.

Montréal, mars 1909. 1749.5

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 19th May, 1909. 2316

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
In the matter of L. Fontanel & Cie, importers, of
Montreal, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the eighth day of June, 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 19th May, 1909. 2318

In Liquidation

Province of Quebec, }
District of Montreal, }
In re L'Union Saint-Joseph de Montréal,

In liquidation.

Notice is given that the said society, L'Union Saint-Joseph de Montréal, has decided, at an extraordinary and special meeting of its members, held on the thirteen of May instant, to liquidate voluntarily the business of the said society, and that Théodule Benard, accountant, residing at No. 1136, of Saint André street, Montreal, has been named liquidator, and that all certificates or contracts issued in favor of the members are at an end from the said date of thirteenth of May, 1909, and will be collocated according to the rights of each of the said members on the assets of the said society.

THEODULE BENARD,
Liquidator.

Montreal, 19th May, 1909. 2302

Application to the Legislature

Notice is hereby given that Messrs. Ralph Locke, manufacturer, of Westmount, Raoul Lacroix, architect, Henry G. Auger, manufacturer, Marius Dufresne, civil engineer, and Raoul Lanthier, manufacturer, of Montreal, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to incorporate them under the name of Dominion Light, Heat and Power Company (Limited), to manufacture, produce, distribute and make use of gas and electricity for the purpose of heating, lighting and cooking, and turning to account all the products derived therefrom, and to acquire such immovables as may be necessary for the fulfilment of their obligations in the city of Montreal and in any other place in the province, within a radius of seventy five miles of the city.

A. GAGNÉ,
Attorney for applicants.

Montreal, March, 1909. 1750

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 21.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bazinet vs Lépine, 1046 ; Beauregard vs Palardy, 1032 ; Bergeron vs Drouin, 1046 ; Campbell vs Bérubé, 1031 ; Carlos vs Morin, 1030 ; Castonguay vs Cadieux, 1032 ; Charette vs Riou, 1031 ; Dandurand vs Beaudreau, 1029 ; Deserre vs Côté, 1031 ; Dulude vs Perras, 1029 ; Forcier vs Larocque, 1030 ; Gagnon vs Gagnon, 1030 ; Hamilton vs Dyer, 1039 ; Joseph vs Shapiro, 1031 ; Lachapelle vs Marier, 1030 ; Lacoursière vs Jacob, 1031 ; Lajoie vs Blackburn, 1028 ; Lepret vs Vézina, 1029 ; Madore vs Dumais, 1030 ; Payette vs Swinburne, 1032 ; Pelletier vs Reid, 1046 ; Roy vs Villeneuve, 1031 ; Therriault vs Larocque, 1029.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant av's, etc., 1019.

ASSURANCES :—Cie mutuelle d'assurance contre le feu, la foudre et le vent de la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, 1028 ; Cie mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Félicien, 1028.

AVIS :—Cie mutuelle d'Assurance contre le feu de paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, 1032 ; Cie mutuelle d'assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Hermas, 1032.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1026 ; Conseil législatif, 1025.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Dominion Light, Heat & Power Coy, 1048.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS :—The Corona Cobalt Silver Mining Coy., 1019 ; The Seaman Kent Coy., 1020.

FAILLIS :—Bedard & Cie, 1035 ; Bérubé, 1035 ; Campeau & St. Denis, 1035 ; Canadian Shirt & Overall Coy., 1034 ; Fontanel & Cie, 1034 ; Garon, 1033 ; Gervais, 1047 ; Greenberg, 1047 ; La oste, 1047 ; Larivière, 1034 ; Nicola, 1034 ; Normand & Co., 1033 ; Molinari, 1047 ; Mullally & Co., 1035 ; Perrault & Frère, 1047 ; Picotte, 1033 ; Stewart, 1035 ; The Canada Maple Exchange, 1033 ; The Empire Mfg Coy, 1034 ; Vanier & Cie, 1034 ; Wilson, 1047.

LETTRES PATENTES :—Association des pêcheurs cheurs pour l'exploitoin de la boîte à Petit Bonaventure 1021 ; Association des pêcheurs pour l'exploitation de la boîte à Port Daniel Est, 990 ; Association des pêcheurs pour l'exploitation de la boîte à Rimouski, 1921 ; The Megantic Manufacturer C y, 1020 ; The Montreal Royal Land Co, 1022 ; The Quebec Hand Laundry Coy., 1022.

LIQUIDATION :—L'Union Saint-Joseph de Montréal, 1048.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Chenier, comté d'Arthabaska à Shipton, comté de Richmond, 1023 ; Divers lots de Saint-Evariste de Forsyth à Saint-Martin, comté de Beauce, 1024 ; Divers lots de Saint-Malachie, comté de Dorchester, à Saint-Damien, comté de Bellechasse, 1020 ; Le lot 28 du S. C. de Jésus à Saint-Victor de Tring, comté de Beauce, 1024.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bazinet vs Lépine, 1046 ; Beauregard vs Palardy, 1032 ; Bergeron vs Drouin, 1046 ; Campbell vs Bérubé, 1031 ; Carlos vs Morin, 1030 ; Castonguay vs Cadieux, 1032 ; Charette vs Riou, 1031 ; Dandurand vs Beaudreau, 1029 ; Deserre vs Côté, 1031 ; Dulude vs Perras, 1029 ; Forcier vs Larocque, 1030 ; Gagnon vs Gagnon, 1030 ; Hamilton vs Dyer, 1039 ; Joseph vs Shapiro, 1031 ; Lachapelle vs Marier, 1030 ; Lacoursière vs Jacob, 1031 ; Lajoie vs Blackburn, 1029 ; Lepret vs Vézina, 1029 ; Madore vs Dumais, 1030 ; Payette vs Swinburne, 1032 ; Pelletier vs Reid, 1046 ; Roy vs Villeneuve, 1031 ; Therriault vs Larocque, 1029.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 1019.

INSURANCES :—" Cie mutuelle d'assurance contre le feu, la foudre et le vent de la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur," 1028 ; Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint-Félicien, 1028.

NOTICE :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Jean Port Joli, 1032 ; Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Hermas, 1032.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1026 ; Legislative Co. n-cil, 1025.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Dominion Light, Heat & Power Coy, 1048.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The Corona Cobalt Silver Mining Coy., 1019 ; The Seaman Kent Coy, 1020.

INSOLVENTS :—Bedard & Cie, 1035 ; Bérubé, 1035 ; Campeau & St. Denis, 1035 ; Canadian Shirt & Overall Co., 1034 ; Fontanel & Cie, 1034 ; Garon, 1033 ; Gervais, 1047 ; Greenberg, 1047 ; Lacoste, 1047 ; Larivière, 1034 ; Nicola, 1034 ; Normand & Co, 1033 ; Molinari, 1047 ; Mullally & Co, 1035 ; Perrault & Frère, 1047 ; Picotte, 1033 ; Stewart, 1035 ; The Canada Maple Exchange, 1033 ; The Empire Mfg Coy, 1034 ; Vannier & Co, 1034 ; Wilson, 1047.

LETTERS PATENT :—Association des pêcheurs pour l'exploitation de la boîte à Petit Bonaventure, 1021 ; Association des pêcheurs pour l'exploitation de la boîte à Port Daniel Est, 990 ; Association des pêcheurs pour l'exploitation de la boîte à Rimouski, 1021 ; The Megantic Manufacturing Coy, 1020 ; The Montreal Royal Land Co, 1022 ; The Quebec Hand Laundry Coy., 1022.

LIQUIDATION :—L'Union Saint-Joseph de Montréal, 1048.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect :—Several lots of Chenier, county of Arthabaska to Shipton, county of Richmond, 1023 ; Several lots of Saint-Evariste de Forsyth to Saint Martin, county of Beauce, 1024 ; Several lots of Saint Malachie, county of Dorchester, to Saint Damien, county of Bellechasse, 1020 ; The lot No. 28, of S. C. de Jésus to Saint Victor de Tring, county of Beauce, 1024.

NOMINATION :—Conseiller municipal :—Village de la Pointe à Gatineau, 1019.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Jean-Baptiste Beaugard, 1024 ; Errol Lindsay, 1024 ; J. Philippe Lamarche, 1024.

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Co, 1033.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :—Marois (Dme) faillie, 1036 ; Morin vs Martin, 1036.

BEDFORD :—Perkins vs Longeway, 1036.

CHICOUTIMI :—Grenon, failli, 1037.

IBERVILLE :—Côté, failli, 1038 ; Fontaine vs Goyette et al, 1039.

MONTMAGNY :—Dubé vs Caron, 1039.

MONTREAL :—Fong Chong vs Gauthier, 1040 ; Hanrathy vs Withel et al, 1041 ; Manshire et al vs Palmeri, 1042 ; Prévost vs Desjardins, 1041 ; Sigmond vs Grossman, 1040 ; Vézina, failli, 1040 ; Webster & Co vs Dme Simon, 1042.

QUÉBEC :—Légaré vs Nadeau, 1043 ; The Lake Saint Joseph Hotel Cy, faillie, 1043.

RICHELIEU :—Beaucage vs Harpin, 1044.

SAINT-FRANÇOIS :—Doplace (Dme) vs Ross, 1045.

TROIS-RIVIÈRES :—Tremblay (Dme) vs Dme Vallend, 1045.

APPOINTMENT :—Municipal Councillor :—Pointe à Gatineau village, 1019.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—Jean Baptiste Beaugard, 1024 ; Errol Lindsay, 1029 ; J. Philippe Lamarche, 1024.

SALES OF UNCLAIMED SHIPMENTS :—Dominion Express Co, 1033.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Marois (Dme), insolvent, 1036 ; Morin vs Martin 1036.

BEDFORD :—Perkins vs Longeway, 1036.

CHICOUTIMI :—Grenon, insolvent, 1037.

IBERVILLE :—Côté, insolvent, 1038 ; Fontaine vs Goyette et al, 1039.

MONTMAGNY :—Dubé vs Caron, 1039.

MONTREAL :—Fong Chong vs Gauthier, 1040 ; Hanrathy vs Withel et al, 1041 ; Manshire et al vs Palmer, 1042i ; Prévost vs Desjardins, 1041 ; Sigmond vs Grossman, 1040 ; Vézina, insolvent, 1040 ; Webster & Co vs Simon, 1042.

QUÉBEC :—Légaré vs Nadeau, 1043 ; The Lake Saint Joseph Hotel Coy, 1043.

RICHELIEU :—Beaucage vs Harpin, 1044.

SAINT FRANCIS :—Doplace (Dme vs Ross, 1045.

THREE RIVERS :—Tremblay (Dme) vs Dme Vallend, 1045.